

Arrêté du Maire CP-N° 2025-1053

OBJET : ARRETE PORTANT A L'ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ PUBLIC

Le Maire de la Commune de Saint-André,

- **Vu** l'article L. 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** le code de la commande publique ;
- **Vu** l'arrêté du Maire, en date du 06 juillet 2021, visé par Monsieur le préfet de la Réunion , le 06 juillet 2021, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent RAMASSAMY , adjoint au Maire, pour signer les décisions prises par le Maire , par délégation du Conseil Municipal , en application de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales.
- **Vu** la délibération n° DCM20201218/021 du 18 décembre 2020 relative à la composition de la Commission d'appels d'offres (CAO) et du jury de concours ;
- **Vu** l'avis d'appel public à la concurrence envoyé aux JOUE/BOAMP le 12 septembre 2025 (annonce JOUE n°176/2025 599220-2025 et annonce BOAMP n° 25-101679)
- **Vu** le procès-verbal de la commission d'appel d'offres du 10 Décembre 2025 ;

Décision

Article 1 : La CAO du 10 décembre 2025 décide d'attribuer l'affaire N° 2025-088 –Marché de prestations d'assurance pour les besoins de la ville aux opérateurs économiques ci-dessous :

-Lot 1 Assurance « Dommage aux biens et risques annexes »

GroupeMENT EMILE ISAUTIER ASSURANCES / COOPER GAY / NAGICO

13, Rue Juliette Dodu

97400 SAINT-ANDRE

Montant sur 5 ans : 1 536 592,80 TTC

-Lot 2 Assurance « Responsabilité et risques annexes »

GroupeMENT BEACH / LLOYD'S / TOKIO MARINE / GROUPAMA PJ

16/18 Rue de Londres

75009 PARIS 09

Montant sur 5 ans : 178 560,80 TTC

-Lot 3 Assurance « Flotte automobile et risques annexes»

GROUPAMA OCEAN INDIEN

7, Rue André Lardy

97438 SAINTE MARIE

Montant sur 5 ans : 276 032,10 TTC

-Lot 4 Assurance « Protection juridique »

GroupeMENT CABINET 2C COURTAGE / CFDP ASSURANCE

5, Cours Gambetta

65000 TARBES

Montant sur 5 ans : 28 180,25 TTC

-Lot 5 Assurance « Risques statutaires du personnel »

Groupement ASSURCO / CAISSE REUNIONAISE DE PREVOYANCE -CRP

13, Rue Charles Gounod

97400 SAINT-DENIS

Montant sur 5 ans : 248 984,65 TTC

Article 2 Voies et délais de recours :

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié dans le recueil des actes administratifs de la Commune et fera l'objet d'un affichage à l'hôtel de ville pendant deux mois.

Fait à Saint-André le **24 DEC. 2025**



Pour le Maire et par délégation

Le 1^{er} Adjoint

Laurent RAMASSAMY